

Voter Bayrou ou élire Sarkozy...

On ne doit pas s'y tromper, le choix est là ; ce sont là les deux termes de l'alternative car il est quasi certain que si Ségolène Royal est au second tour, elle sera battue par Sarkozy. L'explication est simple : non seulement l'ensemble des voix de gauche ne représente que 35%, mais encore, une bonne majorité de ceux qui auront choisi de voter pour l'extrême-gauche, afin de ne pas voter « utile » resteront cohérents vis-à-vis de Ségolène Royal en refusant de voter pour elle au second tour. Comme en 2002, ils préféreront assurer, au nom de leur logique propre, la victoire de la droite. Ségolène Royal, quant à elle, est absolument opposée à un rapprochement, une approche commune et complémentaire avec le centre ; les choses sont claires, dont acte !

La position de Bayrou se conforte, au contraire, dans une dynamique qui peut le conduire à la victoire le 22 avril et le 5 mai : non seulement il est le seul à pouvoir battre Sarkozy au second tour, mais encore, s'il gagne le 22, c'est lui qui est le mieux placé pour l'emporter. Les derniers mouvements de la campagne, et d'abord l'événement majeur que constitue l'énorme succès du grand rassemblement de Bercy le 18 avril, prouvent que la dynamique ascendante est forte.

Mais les sondages sont coriaces, et surtout – on en convient de tous côtés - peu fiables : en ce qui concerne les sondés eux-mêmes, et le fait que les avis de ceux qui ne disposent pas d'une ligne téléphonique fixe ne peuvent être véritablement pris en compte, sans compter qu'il y aura sans doute 4 millions de suffrages exprimés de plus qu'en 2002, et surtout que les correctifs appliqués par les différents instituts sont aussi rigoureux que le marc de café, la boule de cristal, le doigt mouillé, le vol des oiseaux et/ou la lecture des viscères des poulets ! Mais il y a plus important...

Les leçons de l'histoire

Certes l'histoire ne se répète pas ; elle bégaie, dit-on, mais sans une lecture intelligente de l'histoire, on ne comprend pas grand-chose.

Depuis le Gouvernement Provisoire de la République Française, le 2 juin 1944, jusqu'au renvoi malpropre de gouvernement d'ouverture (six ministres centristes) de Michel Rocard, par Tonton Le Flingueur, en avril 1990, les grands gouvernements - ceux qui ont eu à faire face aux problèmes les plus graves, ceux qui ont présenté et appliqué (quand on leur en a laissé l'opportunité) les politiques et les réformes les plus importantes - ont été des

gouvernements allant du centre gauche au centre droit – ou l'inverse – comportant des gens du centre, des radicaux, des socialistes, des gaullistes :

1944-1946 : Gouvernement Provisoire de la République Française

1954 : Gouvernement Mendès-France, 7 mois 17 jours, qui sort le France du borbier vietnamien

1958-1962 : Le premier gouvernement du premier septennat du général de Gaulle, conduit par Michel Debré restaure la paix civile, mette fin à la guerre d'Algérie, relance l'économie et redonne à la France un rang international

1969-1972 : Gouvernement Chaban-Delmas, renvoyé malproprement par Pompidou, établit les bases d'une Nouvelle Société, celle dont la France avait et a encore besoin ! Les fusilleurs de la Nouvelle Société, de la politique d'ouverture et de dialogue social furent Pompidou, Juillet, Garaud et Chirac : la bande des quatre

1988-1991 : Gouvernement Rocard, renvoyé du fait du prince. Ce gouvernement a réformé, redressé (dans les marges de liberté qui lui laissait l'autocrate au pouvoir) l'économie – réduction de la dette, décroissance du chômage – (r)établi la paix en Nouvelle Calédonie après les évènements sanglants dont les ministres de Chirac, au premier rang desquels Bernard Pons, portaient la responsabilité quasi totale.

La pratique solitaire du pouvoir rend sourd

Elle rend sourd, elle le fait des sourds, voire des autistes ! Au moment où le général de Villepin a dû renoncer au CPE, l'un de nos économistes, distingués – ils le sont tous – affirmait sur les antennes : *les Français sont ingouvernables, ils ont refusé les réformes Juppé, et maintenant ils ne veulent pas du CPE de de Villepin*. L'économiste distingué oubliait tout simplement - comme la majorité des hommes politiques auquel il convient d'accorder le droit de rester chez eux désormais - que, dans un pays vraiment démocratique, pour qu'il y ait réforme, il faut que les corps intermédiaires jouent leur rôle afin que se dégage un consensus. Mais la plus grande partie des gouvernements d'une majorité réduite à la droite, ou à la gauche ont ignoré le dialogue – véritable – avec les forces vives de la Nation , les pouvoirs intermédiaires ou l'opposition toujours diabolisée.

Nicole Notat a toujours dénoncé la pratique bornée de Martine Aubry qui ne fut pas plus ouverte à la concertation que Juppé, ou de Villepin.

La droite de Sarkozy est héritière de la conception pompidolienne et chiraquienne, qui considère que la direction du pays ou de l'entreprise ira d'autant mieux que les syndicats

seront moins importants, ce qui relève de l'illusion, du non-sens. L'expérience prouve au contraire que moins les syndicats sont nombreux et représentatifs, plus forte est leur (seule) capacité de nuisance. Les pays européens où le contrat social fonctionne le mieux, où le dialogue social est permanent et efficace, où le chômage est le moins important sont ceux où les syndiqués sont les plus nombreux.

Eviter le double écueil de la victoire de Sarkozy ou de Ségolène Royal

Nous arrivons au tournant décisif de la campagne, à un moment où la situation est particulièrement grave et engage tout notre avenir, celui de nos enfants et petits-enfants, celui du pays !

Les Français ont une certaine conscience de la gravité de l'enjeu, mais sauront-ils éviter le pire, le choix entre Sarkozy et Ségolène Royal ?

Le premier possède certes de grandes qualités mais il est beaucoup trop imprévisible, agité et anxiogène pour une Nation qui doute d'elle-même.

S'il avait été président en 2003, nul doute que les soldats Français seraient aujourd'hui dans ce pays.

Il entend ramener l'ordre dans les banlieues, comment oublier qu'il a été ministre de l'Intérieur pendant 4 ans : on voit le résultat ! Il est, par nature, sa posture le montre de façon évidente, l'homme de l'affrontement plus que de la paix civile.

Plus grave encore, il entend tout contrôler, jusqu'à l'édition des livres : est-ce là la démocratie que nous voulons ?

Voici quelque mois, le PDG des éditions First, Vincent Barbare, a été convoqué au ministère de l'Intérieur avant de renoncer devant les intimidations, à publier le livre de Valérie Domain, journaliste à *Gala*, et intitulé "*Cécilia sarkozy, entre le cœur et la raison*".

Aujourd'hui, c'est le livre d'un magistrat, Serge Portelli, qui ne peut paraître avant les élections. Ce livre, "*Ruptures*", concerne le bilan de Nicolas Sarkozy, rectifie des données et expose un constat inquiétant quant aux atteintes aux libertés et aux techniques de masquage.

Vous pouvez cependant télécharger à l'adresse suivante : <http://lille.indymedia.org/spip.php?article8355>

Qu'en serait-il demain s'il était au pouvoir, bénéficiant non seulement de l'appui des grands médias appartenant aux grands groupes industriels et financiers dont les patrons sont ses amis et contrôlent plus de 80% des espaces médiatiques, mais encore de l'appareil d'Etat, déjà fort complaisant envers lui ?

Que pèsera alors la volonté d'un François Fillon qui entend réformer un certain nombre de pratiques, redonner un espace à la vie parlementaire, alors que Sarkozy entend tout contrôler ?

Son appétit de pouvoir, d'un pouvoir sans partage, indiscuté, est tel qu'il abusera, quasi naturellement de nos institutions qui permettent tant de dérives, en ne maintenant, trop souvent, que l'apparence d'une vie démocratique ?

Quant à la perspective d'une éventuelle victoire de Ségolène Royale, elle n'est guère plus rassurante. L'imprévisibilité de cette Blanche Neige, avec ou sans les Sept Éléphants, est consternante. C'est une sorte de tango, une alternance d'autisme, d'autoritarisme, de compassion compulsive à la Évita Peron, une pratique du « *dire c'est faire* » qui est excessivement inquiétante. Cette pratique entraîna les pires dérives des pires régimes socialistes en constant déni de réalité ; mais l'expérience est inéluctable : le dernier mot revient toujours au principe de réalité.

Un gouvernement autoritaire, appuyé sur les médias, pourra certes affirmer la reprise de la croissance, la baisse du chômage...le grand patronat et le capital ne se laisseront pas faire et réagiront en multipliant encore les délocalisations, les fermetures d'usines, les transferts de sièges à l'étranger pour échapper à l'impôt et les grandes fortunes s'installeront en bien plus grand nombre encore en Suisse, en Belgique.

La crise que connaît la France ne fera que s'aggraver rapidement, dans des proportions considérables et conduira naturellement à des débordements d'autant plus graves que la désillusion sera plus grande.

Dans les circonstances présentes, seule la voie proposée par François Bayrou est à la fois courageuse et réaliste ; elle seule peut permettre de réconcilier la Nation avec elle-même et les citoyens entre eux comme dans les moments graves que je rappelais au début.

Jean-Louis Benoît / 19/04/2007